

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Maxime Marquis, trésorier, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Saint-Lambert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature  _____ Date 18 mars 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	23
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	24
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	38
Analyse des charges	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Lambert

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Saint-Lambert (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2020 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

Granby (Québec), 18 mars 2021

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	45 780 258	46 333 322	45 135 764
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 436 106	1 335 842	1 337 584
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 720 510	7 336 487	9 927 250
Services rendus	5	1 864 968	1 279 267	2 227 563
Imposition de droits	6	3 880 861	6 650 078	4 226 443
Amendes et pénalités	7	650 000	521 352	569 355
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	444 006	314 956	644 152
Autres revenus	10	104 000	49 593	474 468
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	55 880 709	63 820 897	64 542 579
Charges				
Administration générale	14	7 645 853	7 860 320	7 955 150
Sécurité publique	15	10 360 415	10 421 270	10 221 618
Transport	16	13 003 746	16 837 480	15 909 570
Hygiène du milieu	17	6 218 467	7 935 752	7 285 105
Santé et bien-être	18	350 907	338 852	284 690
Aménagement, urbanisme et développement	19	892 501	950 036	964 087
Loisirs et culture	20	7 667 095	8 432 293	9 535 930
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 377 748	2 874 717	2 782 665
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	48 516 732	55 650 720	54 938 815
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 363 977	8 170 177	9 603 764
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		102 006 210	92 497 326
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			(94 880)
Solde redressé	28		102 006 210	92 402 446
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		110 176 387	102 006 210

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 178 727	1 072 961
Débiteurs (note 5)	2	42 190 189	38 716 238
Prêts (note 6)	3	102 750	102 750
Placements de portefeuille (note 7)	4	248 318	292 464
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	56 719 984	40 184 413
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	7 958 723	9 597 771
Revenus reportés (note 12)	12	112 812	221 458
Dette à long terme (note 13)	13	98 539 984	87 552 267
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 959 000	3 871 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	110 570 519	101 242 496
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(53 850 535)	(61 058 083)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	163 543 244	162 506 068
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	413 582	421 475
Stocks de fournitures	20	40 358	50 455
Autres actifs non financiers (note 18)	21	29 738	86 295
	22	164 026 922	163 064 293
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	110 176 387	102 006 210

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 363 977	8 170 177	9 603 764
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)(	8 836 337 )(	22 959 184)
Produit de cession	3		41 653	280 965
Amortissement	4		7 799 161	6 882 225
(Gain) perte sur cession	5		(41 653)	(225 011)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 037 176)	(16 021 005)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		7 893	
Variation des stocks de fournitures	10		10 097	(19 088)
Variation des autres actifs non financiers	11		56 557	(17 395)
	12		74 547	(36 483)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	7 363 977	7 207 548	(6 453 724)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(61 058 083)	(54 509 479)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			(94 880)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(61 058 083)	(54 604 359)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(53 850 535)	(61 058 083)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 170 177	9 603 764
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	7 799 161	6 882 225
Autres			
▪ Gain sur cession	3	(41 653)	(225 011)
▪	4		
	5	15 927 685	16 260 978
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(3 473 951)	(7 438 751)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	818 169	225 151
Revenus reportés	9	(108 646)	72 259
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	88 000	93 000
Propriétés destinées à la revente	11	7 893	
Stocks de fournitures	12	10 097	(19 088)
Autres actifs non financiers	13	56 557	(17 395)
	14	13 325 804	9 176 154
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	11 293 553 )(	19 458 171)
Produit de cession	16	41 653	280 965
	17	(11 251 900)	(19 177 206)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	16 080 )(	75 402)
Remboursement ou cession	19		48 701
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ())
Cession	21	60 225	50 413
	22	44 145	23 712
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	18 050 000	10 000 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	6 920 000 )(	6 630 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(142 283)	(10 793)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	10 987 717	3 359 207
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	13 105 766	(6 618 133)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 072 961	7 785 974
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		(94 880)
Solde redressé	33	1 072 961	7 691 094
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	14 178 727	1 072 961

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Lambert (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'agglomération de Longueuil, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	10 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	5 à 20 ans
Autres	1 an

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

E) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode aux régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, dans le cas des régimes de retraite à prestations déterminées, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants.

L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Le solde résiduel du coût des services passés, le cas échéant, peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

dépenses constatées à taxer ou à pourvoir, en tout ou en partie.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
 - Avantages sociaux futurs :
 - * Passif constaté initialement au 1er janvier 2007 :
 - Régimes capitalisés : sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - Régimes non capitalisés : l'excédent de la charge sur le décaissement requis n'est pas amorti.
 - Entente relais Agglomération: pour le montant à recevoir du gouvernement du Québec: au fur et à mesure de la facturation annuelle de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	14 178 727	1 072 961
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	14 178 727	1 072 961
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	4 769 503	67 582
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	2 897 000	6 045 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux réserves financières relatives aux élections, immobilisations et conditions climatiques et aux fonds réservés pour le fonds de roulement, les soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés et le fonds de stationnement.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 2 509 371 \$ (2 396 470 \$ en 2019).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 295 672 \$ (653 873 \$ en 2019).

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	1 502 694	973 818
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	30 786 482	31 075 267
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	2 729 157	1 848 863
Organismes municipaux	15	3 144 231	2 057 141
Autres			
▪ Collèges et autres	16	334 785	1 697 136
▪ Droits de mutation immobilière	17	3 692 840	1 064 013
	18	42 190 189	38 716 238
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	25 765 490	27 106 540
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		37 204
	22	25 765 490	27 143 744
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	218 603	193 038

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,34 % à 5,55 % et viennent à échéance au

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

plus tard en mars 2039.

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24	102 750	102 750
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28	102 750	102 750
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Prêt à un organisme, sans intérêt, échéant en 2024.

7. Placements de portefeuille

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	248 318	292 464
Autres placements	31		
	32	248 318	292 464
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et biens (UMQ).

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(1 539 000)	(1 539 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 420 000)	(2 332 000)
	37	(3 959 000)	(3 871 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 170 000	1 084 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	135 000	130 000
Régimes à cotisations déterminées	40	7 769	8 348
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	45 993	48 503
	43	1 358 762	1 270 851

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2,45 %; 3,95 % en 2019) et renouvelable en mai 2021.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	3 669 195	4 437 389
Salaires et avantages sociaux	48	1 875 222	1 401 047
Dépôts et retenues de garantie	49	1 276 545	2 684 649
Provision pour contestations d'évaluation	50	87 443	68 455
Autres			
▪ Organismes municipaux	51	83 799	116 933
▪ Intérêts courus sur dette l.t.	52	931 644	889 298
▪ Autre	53	34 875	
▪	54		
▪	55		
	56	7 958 723	9 597 771

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 3 416 612 \$ (5 873 828 \$ au 31 décembre 2019) est inclus dans les comptes fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	94 880	94 880
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Entente développement culturel	67	5 138	2 188
▪ Inscriptions activités loisirs	68		106 591
▪ Mur du souvenir au CDL	69	12 794	12 794
▪ Loyers	70		5 005
	71	112 812	221 458

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	3,35	2022	2030	72	99 326 000	88 196 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	99 326 000	88 196 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(786 016)	(643 733)
					82	98 539 984	87 552 267

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		12 036 000			12 036 000
2022	84		29 866 000			29 866 000
2023	85		8 954 000			8 954 000
2024	86		5 369 000			5 369 000
2025	87		10 818 000			10 818 000
2026 et plus	88		32 283 000			32 283 000
	89		99 326 000			99 326 000
Intérêts et frais accessoires	90			()	()	
	91		99 326 000			99 326 000

Note**14. Autres passifs**

		2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92		
Assainissement des sites contaminés	93		
Autres			
▪	94		
▪	95		
▪	96		
▪	97		
	98		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(53 850 535)	(61 058 083)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 ())
	102	(53 850 535)	(61 058 083)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	22 034 133	562 957		22 597 090
Eaux usées	104	42 847 005	2 666 280		45 513 285
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	76 485 159	3 620 416		80 105 575
Autres					
▪	106	18 184 859	111 713		18 296 572
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	48 266 069	360 508		48 626 577
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	3 478 500	244 961	45 965	3 677 496
Ameublement et équipement de bureau	112	2 928 810	326 477		3 255 287
Machinerie, outillage et équipement divers	113	6 266 066	395 415		6 661 481
Terrains	114	7 450 035			7 450 035
Autres	115	784 465	43 750		828 215
	116	228 725 101	8 332 477	45 965	237 011 613
Immobilisations en cours	117	379 985	503 860		883 845
	118	229 105 086	8 836 337	45 965	237 895 458
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	5 482 759	513 252		5 996 011
Eaux usées	120	10 204 408	1 050 643		11 255 051
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	23 555 893	3 391 811		26 947 704
Autres					
▪	122	7 470 823	541 398		8 012 221
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	12 700 782	1 168 434		13 869 216
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	1 774 147	172 627	45 965	1 900 809
Ameublement et équipement de bureau	128	2 032 986	302 907		2 335 893
Machinerie, outillage et équipement divers	129	2 861 326	417 113		3 278 439
Autres	130	515 894	240 976		756 870
	131	66 599 018	7 799 161	45 965	74 352 214
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	162 506 068			163 543 244
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	413 582	421 475
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138		
	139	413 582	421 475
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	413 582	421 475

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Primes d'assurances	142		73 629
▪ Cotisations/Licences	143	29 738	12 666
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	29 738	86 295

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, en vertu de contrats de déneigement, d'enlèvement des ordures et d'autres obligations échéant en 2025, à verser une somme de 5 163 565 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 3 518 709 \$ en 2021, à 1 347 336 \$ en 2022, à 266 838 \$ en 2023 et à 15 341 \$ en 2024 et 2025.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 3 015 003 \$ sur une période de 19 ans. L'échéancier de ces subventions est de 461 692 \$ en 2021, 390 559 \$ en 2022, 341 005 \$ en 2023, 310 483 \$ en 2024 et 279 019 \$ en 2025.

La Ville détient également des baux échéant à différentes dates jusqu'en 2025, prévoyant la perception de loyers totalisant 163 000 \$ pour les années 2021 à 2025. La plupart des baux ont une clause d'indexation selon l'IPC.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019

148

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain, de EXO, de la Communauté métropolitaine et de l'Agglomération. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 421 000 \$, 2 474 000 \$, 191 892 \$ et 17 021 990 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2016 à 2020. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 87 443 \$ a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et, si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 3 419 917 \$.
Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	45 780 258	46 333 322		46 333 322	45 135 764
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 436 106	1 335 842		1 335 842	1 337 584
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 720 510	4 117 948		4 117 948	1 311 827
Services rendus	5	1 864 968	1 279 267		1 279 267	2 227 563
Imposition de droits	6	3 880 861	6 650 078		6 650 078	4 226 443
Amendes et pénalités	7	650 000	521 352		521 352	569 355
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	444 006	314 956		314 956	644 152
Autres revenus	10	104 000	49 593		49 593	474 468
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	55 880 709	60 602 358		60 602 358	55 927 156
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		3 218 539		3 218 539	8 615 423
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
	20		3 218 539		3 218 539	8 615 423
	21	55 880 709	63 820 897		63 820 897	64 542 579
Charges						
Administration générale	22	7 645 853	7 551 232	309 088	7 860 320	7 955 150
Sécurité publique	23	10 360 415	10 404 463	16 807	10 421 270	10 221 618
Transport	24	13 003 746	12 911 833	3 925 647	16 837 480	15 909 570
Hygiène du milieu	25	6 218 467	6 097 780	1 837 972	7 935 752	7 285 105
Santé et bien-être	26	350 907	338 852		338 852	284 690
Aménagement, urbanisme et développement	27	892 501	936 847	13 189	950 036	964 087
Loisirs et culture	28	7 667 095	6 735 835	1 696 458	8 432 293	9 535 930
Réseau d'électricité	29					
Frais de financement	30	2 377 748	2 874 717		2 874 717	2 782 665
Effet net des opérations de restructuration	31					
Amortissement des immobilisations	32		7 799 161	(7 799 161)		
	33	48 516 732	55 650 720		55 650 720	54 938 815
Excédent (déficit) de l'exercice	34	7 363 977	8 170 177		8 170 177	9 603 764

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 363 977	8 170 177	9 603 764
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	( 3 218 539)	(8 615 423)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	7 363 977	4 951 638	988 341
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		7 799 161	6 882 225
Produit de cession	5		41 653	280 965
(Gain) perte sur cession	6		(41 653)	(225 011)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		7 799 161	6 938 179
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		7 894	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		7 894	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			48 701
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14		60 225	50 413
	15		60 225	99 114
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		324 075	196 079
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 777 844)	(4 740 331)	(4 631 825)
	18	(4 777 844)	(4 416 256)	(4 435 746)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 1 290 457)	(75 402)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	902 442	1 052 442	500 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(3 172 741)	(5 568 152)	(2 886 269)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(315 834)	(27 459)	115 359
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(2 586 133)	(5 833 626)	(2 346 312)
	26	(7 363 977)	(2 382 602)	255 235
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 569 036	1 243 576

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	3 218 539	8 615 423
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	505 698)	(658 332)
Sécurité publique	3 ()	()
Transport	4 (	4 834 646)	(11 847 630)
Hygiène du milieu	5 (	2 936 155)	(7 222 977)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	110 826)	(135 274)
Loisirs et culture	8 (	449 012)	(3 094 971)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	8 836 337)	(22 959 184)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 (	16 080)	(75 402)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	15 191 487	1 994 678
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 290 457	75 402
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	370 888	303 536
Réserves financières et fonds réservés	17	3 895 541	3 097 701
	18	5 556 886	3 476 639
	19	11 895 956	(17 563 269)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	15 114 495	(8 947 846)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	10 378 409	10 159 389	10 252 873
Charges sociales	2	2 358 028	2 681 954	2 675 886
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	9 239 585	8 037 266	8 736 289
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	2 377 748	2 551 717	2 464 665
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11		323 000	318 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	23 530 463	23 511 812	22 884 452
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	632 499	586 421	724 425
Amortissement des immobilisations	17		7 799 161	6 882 225
Autres				
▪	18			
▪	19			
▪	20			
	21	48 516 732	55 650 720	54 938 815

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 222 184	2 210 582
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 085 662	2 292 642
Réserves financières et fonds réservés	3	4 769 503	1 746 871
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 440 099)	(2 300 608)
Financement des investissements en cours	5	11 301 863	(5 536 718)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	92 237 274	103 593 441
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	110 176 387	102 006 210

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	3 222 184	2 210 582
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	3 222 184	2 210 582

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Scène Parc du Village	12	32 870	32 870
▪ Corporation des fêtes du 150e	13	80 675	80 675
▪ Fonds d'immobilisations	14		1 054 163
▪ Fonds verts	15	122 117	
▪ Projets citoyens	16		222 492
▪ Exercice suivant	17	850 000	902 442
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 085 662	2 292 642
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 085 662	2 292 642

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Réserve pour élections	27 193 425	72 975
▪ Réserve pour immobilisations	28 761 155	
▪ Réserve conditions climatiques	29 300 000	200 000
▪	30	
▪	31	
	32 1 254 580	272 975
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 3 419 917	1 282 972
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 62 561	165 479
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45 32 445	25 445
▪	46	
	47 3 514 923	1 473 896
	48 4 769 503	1 746 871

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
	2 420 000	2 332 000
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 ()(
	2 420 000	2 332 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪ Entente relais Agglomération	58 ()(
▪	59 ()(
	60 ()(
	1 710 393	1 592 226
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés		
Autres	65 ()(
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres	72 ()(
▪	73 ()(
	74 ()(
	1 489 890	1 322 940
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	614 558
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
	80	760 184
	81 ()(
	2 440 099	2 300 608

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 11 552 391	3 798 817
Investissements à financer	83 (250 528)	(9 335 535)
	84 11 301 863	(5 536 718)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 163 543 244	162 506 068
Propriétés destinées à la revente	86 413 582	421 475
Prêts	87 102 750	102 750
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 248 318	292 464
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 164 307 894	163 322 757
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 164 307 894	163 322 757
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (98 539 984)	(87 552 267)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (786 016)	(643 733)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 25 765 490	27 143 744
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 1 489 890	1 322 940
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (72 070 620)	(59 729 316)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (72 070 620)	(59 729 316)
	101 92 237 274	103 593 441

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le régime est à prestations déterminées. Les cotisations salariales des participants et de l'employeur ainsi que la rente viagère et le supplément d'appoint varient selon le groupe d'employés (non-syndiqué, col bleu et brigadier scolaire). Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées de service du participant.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 539 000)	(1 532 000)
Charge de l'exercice	4 (1 170 000)	(1 084 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 170 000	1 077 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (1 539 000)	(1 539 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 50 795 000	47 055 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (52 798 000)	(52 709 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 003 000)	(5 654 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 464 000	4 115 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (1 539 000)	(1 539 000)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (1 539 000)	(1 539 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 50 795 000	47 055 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (52 798 000)	(52 709 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (2 003 000)	(5 654 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 1 031 000	1 043 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 1 031 000	1 043 000
Cotisations salariales des employés	21 (502 000)	(445 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 529 000	598 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 380 000	237 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 909 000	835 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 2 547 000	2 599 000
Rendement espéré des actifs	33 (2 286 000)	(2 350 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 261 000	249 000
Charge de l'exercice	35 1 170 000	1 084 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 4 555 000	6 683 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (2 286 000)	(2 350 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 2 269 000	4 333 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 1 002 000	(5 663 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 2 487 000	2 510 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 8	9
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 4,30 %	4,90 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 4,90 %	4,90 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	1

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Le régime consiste à offrir aux personnes retraitées une assurance-vie de base ainsi qu'une couverture d'assurance pour soins médicaux et soins dentaires.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (2 332 000)	(2 246 000)
Charge de l'exercice	56 (135 000)	(130 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 47 000	44 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (2 420 000)	(2 332 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (2 446 000)	(2 000 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (2 446 000)	(2 000 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 26 000	(332 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (2 420 000)	(2 332 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (2 420 000)	(2 332 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 97 000	90 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 97 000	90 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 97 000	90 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (24 000)	(29 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 73 000	61 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 62 000	69 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 62 000	69 000
Charge de l'exercice	87 135 000	130 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	
Prestations versées au cours de l'exercice	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,40 %	3,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,10 %	6,30 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,00 %	4,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪ DMERCA	104 14	14
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	113	
Régime de retraite simplifié	114	
REER	115	
Autres régimes	116	
	117	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	9
		9

Description du régime

Le RREMQ est un régime de retraite interemployeur, offrant un volet à cotisations déterminées et un volet à prestations déterminées, qui existe depuis le 1er janvier 2008. Ce régime s'adresse aux organismes municipaux ainsi qu'aux organismes connexes comme les centres locaux de développement (CLD). Les employés des organismes participants peuvent individuellement décider de racheter leurs services rendus antérieurement au 1er janvier 2008 ou à la date d'adhésion au régime. Chaque employé qui exerce un tel choix en assume la totalité des coûts.

Les promoteurs à l'origine de l'instauration de ce régime sont la Fédération québécoise des municipalités (FQM), l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ), l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec (ADGMRCQ), avec l'appui de la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'il doit verser pour cet exercice telles qu'établies en vertu du régime.

	2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	9 414
		10 213
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	120	31 724
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	14 269
	122	48 503

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	45 379 952	45 935 096	44 818 917
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	45 379 952	45 935 096	44 818 917
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	312 000	306 054	265 398
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	88 306	92 172	51 449
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	400 306	398 226	316 847
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	400 306	398 226	316 847
	27	45 780 258	46 333 322	45 135 764

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	102 512	93 726	93 585
Cégeps et universités	34	340 854	311 638	312 236
Écoles primaires et secondaires	35	775 601	713 342	710 285
	36	1 218 967	1 118 706	1 116 106
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	1 218 967	1 118 706	1 116 106
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	217 139	217 136	221 478
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	217 139	217 136	221 478
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	1 436 106	1 335 842	1 337 584

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	127 413	66 206
Enlèvement de la neige	59		37 105
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	187 773	115 154
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	222 199	148 832
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	220 000	274 505
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		26 887	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	19 497	38 616	22 912
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	144 301	126 715	195 676
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	73 714	85 967	66 562
Autres	89	5 143	13 729	35 119
Réseau d'électricité	90			
	91	1 000 040	896 611	781 930

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		26 290
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 888 062	5 153 480
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	309 782	1 202 479
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	1 020 695	2 233 174
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	3 218 539	8 615 423

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	530 000	485 950	527 209
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	190 470	2 735 387	2 688
	141	720 470	3 221 337	529 897
TOTAL DES TRANSFERTS	142	1 720 510	7 336 487	9 927 250

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	513 357	515 048	484 700
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	513 357	515 048	484 700

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	513 357	515 048	484 700

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	152 895	164 943	174 612
	188	152 895	164 943	174 612
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192			
	193			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194	40 400	41 451	62 222
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202	40 400	41 451	62 222
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204			
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206	6 000	6 670	5 870
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208	1 250	2 296	1 305
Autres	209	6 000	1 622	7 069
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211	6 000	6 017	22 331
Autres	212			
	213	19 250	16 605	36 575

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	17 500	18 625	157 615
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222	17 500	18 625	157 615
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	1 070 975	499 731	1 254 534
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	23 200	8 384	24 142
Autres	225	27 391	14 480	33 163
	226	1 121 566	522 595	1 311 839
Réseau d'électricité				
	227			
	228	1 351 611	764 219	1 742 863
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	1 864 968	1 279 267	2 227 563

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	380 861	416 416	379 662
Droits de mutation immobilière	231	3 500 000	6 233 662	3 846 781
Droits sur les carrières et sablières	232			
Autres	233			
	234	3 880 861	6 650 078	4 226 443
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	650 000	521 352	569 355
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	444 006	314 956	644 152
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	100 000	41 653	225 011
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246	4 000	7 940	249 457
	247	104 000	49 593	474 468
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	1 111 268	1 018 359		1 018 359	1 196 858
	Greffe et application de la loi	2	995 813	916 328		916 328	1 008 100
	Gestion financière et administrative	3	2 409 606	2 461 026		2 461 026	2 544 730
	Évaluation	4	455 872	456 795		456 795	431 938
	Gestion du personnel	5	615 851	706 965		706 965	597 960
	Autres						
	▪ Agglomération - Admin autre	6	1 105 714	1 107 952		1 107 952	1 115 847
	▪ Ville - Admin autre	7	951 729	883 807	309 088	1 192 895	1 059 717
		8	7 645 853	7 551 232	309 088	7 860 320	7 955 150
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	7 359 650	7 374 546	16 807	7 391 353	7 219 969
	Sécurité incendie	10	2 719 178	2 720 654		2 720 654	2 687 367
	Sécurité civile	11					
	Autres	12	281 587	309 263		309 263	314 282
		13	10 360 415	10 404 463	16 807	10 421 270	10 221 618
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	4 835 480	4 939 685	3 676 803	8 616 488	7 520 260
	Enlèvement de la neige	15	1 666 908	1 687 497	147 695	1 835 192	1 936 865
	Éclairage des rues	16	312 421	129 407	89 385	218 792	337 681
	Circulation et stationnement	17	241 192	195 460	11 764	207 224	251 821
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	5 947 745	5 959 784		5 959 784	5 862 943
	Transport aérien	19					
	Transport par eau	20					
	Autres	21					
		22	13 003 746	12 911 833	3 925 647	16 837 480	15 909 570

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	344 612	345 310		345 310	316 701
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 170 718	1 276 350	541 407	1 817 757	1 659 013
Traitement des eaux usées	25	1 047 866	1 049 987	1 296 565	2 346 552	2 145 061
Réseaux d'égout	26	653 332	527 715		527 715	495 113
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	511 584	471 210		471 210	527 465
Élimination	28	560 203	561 337		561 337	637 289
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	704 748	572 941		572 941	509 059
Tri et conditionnement	30	34 663	34 733		34 733	27 314
Matières organiques						
Collecte et transport	31	397 062	447 492		447 492	275 512
Traitement	32	185 835	186 211		186 211	137 740
Matériaux secs	33	315 659	316 298		316 298	286 535
Autres	34	28 918	28 977		28 977	31 754
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Autres	37					
Protection de l'environnement	38	263 267	279 219		279 219	236 549
Autres	39					
	40	6 218 467	6 097 780	1 837 972	7 935 752	7 285 105
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	350 907	338 852		338 852	284 690
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	350 907	338 852		338 852	284 690

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	892 501	928 953	13 189	942 142	964 087
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		7 894		7 894	
	52	892 501	936 847	13 189	950 036	964 087
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 450 594	1 361 405	430 652	1 792 057	2 153 511
Patinoires intérieures et extérieures	54	436 118	270 811	385 896	656 707	768 432
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 305 491	986 060	134 519	1 120 579	1 342 319
Parcs et terrains de jeux	56	2 457 677	2 268 591	540 503	2 809 094	2 966 363
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	83 021	20 881		20 881	82 394
Autres	59					
	60	5 732 901	4 907 748	1 491 570	6 399 318	7 313 019
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	515 647	447 108	53 150	500 258	595 588
Bibliothèques	62	1 415 000	1 374 962	149 797	1 524 759	1 543 517
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	3 547	6 017	1 941	7 958	83 806
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	1 934 194	1 828 087	204 888	2 032 975	2 222 911
	67	7 667 095	6 735 835	1 696 458	8 432 293	9 535 930

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 377 748	2 369 924		2 369 924	2 258 369
Autres frais	70		181 793		181 793	206 296
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		323 000		323 000	318 000
Autres	72					
	73	2 377 748	2 874 717		2 874 717	2 782 665
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		7 799 161 (	7 799 161)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 271 374	3 180 998
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	1 585 924	3 898 845
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 861 302	9 834 914
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	355 994	1 778 099
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	154 878	2 705 797
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	139 663	158 092
Édifices communautaires et récréatifs	14	256 903	382 749
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	248 477	
Ameublement et équipement de bureau	18	319 626	466 657
Machinerie, outillage et équipement divers	19	432 408	388 651
Terrains	20		
Autres	21	209 788	164 382
	22	8 836 337	22 959 184

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	1 271 374	3 180 998
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	1 585 924	3 898 845
Autres infrastructures	27	4 372 174	14 318 810
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 606 865	1 560 531
	34	8 836 337	22 959 184

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	165 479	5 787	108 705
Fonds d'amortissement	4			62 561
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	1 380 600		53 700
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	59 506 177	17 242 797	4 577 925
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	61 052 256	17 248 584	4 740 330
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	27 106 540	801 416	2 142 466
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11	37 204		37 204
	12	27 143 744	801 416	2 179 670
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	27 143 744	801 416	2 179 670
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	27 143 744	801 416	2 179 670
	19	88 196 000	18 050 000	6 920 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	88 196 000	18 050 000	6 920 000
				99 326 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	99 326 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	250 528
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	62 561
Débiteurs	9	25 765 490
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	8 519 628
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	65 228 849
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	65 228 849
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	191 892
Autres organismes	20	2 895 000
Endettement total net à long terme	21	68 315 741
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	17 731 597
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	709 607
	24	17 021 990
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	85 337 731
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	299 075	299 680	300 299
Évaluation	2	455 872	456 795	431 938
Autres	3	1 168 953	1 169 018	1 173 039
Sécurité publique				
Police	4	7 359 650	7 374 546	7 203 163
Sécurité incendie	5	2 710 526	2 716 012	2 679 102
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	2 003 471	2 001 786	1 730 877
Transport collectif	9	5 947 745	5 959 784	5 862 943
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 777 072	1 738 161	1 682 939
Matières résiduelles	12	1 125 278	1 127 556	1 120 597
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	350 907	338 852	284 690
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	304 680	302 333	387 626
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	17 741	17 777	17 621
Activités culturelles	23	9 493	9 512	9 618
Réseau d'électricité				
	24			
	25	23 530 463	23 511 812	22 884 452

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1	783 862	697 557
Charges sociales	2	226 191	201 681
Biens et services	3	7 826 284	21 965 043
Frais de financement	4		94 903
Autres	5		
	6	8 836 337	22 959 184

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	29,53	35,00	54 827,50	3 067 258	812 071	3 879 329
Professionnels	2						
Cols blancs	3	67,91	33,75	121 013,88	3 849 532	1 019 182	4 868 714
Cols bleus	4	49,64	40,00	110 187,55	3 777 647	1 000 151	4 777 798
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	147,08		286 028,93	10 694 437	2 831 404	13 525 841
Élus	9	9,00			248 814	76 741	325 555
	10	156,08			10 943 251	2 908 145	13 851 396

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	115 154	77 136	232 646		424 936
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	148 832	254 153	766 542		1 169 527
Autres	16	3 834 678	470 127	1 437 219		5 742 024
	17	4 098 664	801 416	2 436 407		7 336 487

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	62 959	62 224
	4	62 959	62 224
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 349 811	1 363 372
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 349 811	1 363 372
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	322 660	310 377
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	517 691	375 806
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	840 351	686 183
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	112 154	120 683
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	112 154	120 683
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	448 510	487 866
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	60 932	62 337
	39	509 442	550 203
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 874 717	2 782 665

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Pierre Brodeur, maire	Maire	42 898	17 044	47 815	
M. Francis Le Chatelier, district #1	Conseiller	15 739	7 870	370	185
M. Philippe Glorieux, district #2	Conseiller	15 739	7 870	3 190	1 595
M. Bernard Rodrigue, district #3	Conseiller	15 739	7 870		
Mme Julie Bourgoin, district #4	Conseiller	15 739	7 870	5 004	
M. Loïc Blancquaert, district #5	Conseiller	15 739	7 870	1 480	725
Mme Brigitte Marcotte, district #6	Conseiller	15 739	7 870		
M. David Bowles, district #7	Conseiller	15 739	7 870		
Mme France Désaulniers, district #8	Conseiller	15 739	7 870		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>3 419 917</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|---|----|--------------------------|---|-------------------------------------|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input type="checkbox"/> | 6 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | | | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input type="checkbox"/> | 9 | <input checked="" type="checkbox"/> | |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes : | | | | | |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | \$ | |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | \$ | |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | \$ | |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | \$ | |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | \$ | |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | \$ | |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | \$ | |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | \$ | |
| Ligne 18 : Créiteurs et charges à payer | 18 | | | \$ | |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | \$ | |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité**OUI NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 1 369 640 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
Agglomération de Longueuil
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020 46 _____ \$
- Facteur comparatif de 2020 47 _____
- Valeur uniformisée 48 _____ \$
11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 49 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 50 _____ \$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver 51 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement 52 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 53 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 54 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 55 _____
12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*? 56 57
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 58 2013-10-362
- b) Date d'adoption de la résolution 59 2013-10-01
13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 _____
- d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 _____
- Indiquer la race de chien

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

- a causé sa mort

64 _____

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

66 _____

g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

67 _____

Dispositions pénales

h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)

68 _____

i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de
Ville de Saint-Lambert

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Lambert (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

Granby (Québec), 18 mars 2021

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	46 333 322
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	40 789
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 308 346
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	43 065 765

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	4 232 146 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	4 251 267 200
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	4 241 706 850

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	1,0153 / 100 \$
--	----	------------------------

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18 19 20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	46 922 072
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	46 922 072

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	268 790
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	88 544
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	357 334
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	357 334
	27	47 279 406

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	94 280
Cégeps et universités	7	313 482
Écoles primaires et secondaires	8	715 467
	9	1 123 229

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 123 229

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	220 080
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	220 080

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	1 343 309

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	3 693 104 400	x 1,0021 /100 \$	37 010 402				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	306 841 400	x 1,1805 /100 \$	3 622 263				
Immeubles non résidentiels	4	221 357 800	x 2,5455 /100 \$	5 634 663				
Immeubles industriels	5	18 329 100	x 2,5655 /100 \$	470 233				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	12 273 700	x 1,5033 /100 \$	184 511				
Immeubles agricoles	8		x /100 \$					
Total	9			46 922 072	()	()		46 922 072
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 _____ \$
Égout	2 _____ \$
Eau et égout	3 _____ \$
Traitement des eaux usées	4 _____ \$
Matières résiduelles	5 _____ \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxe d'eau au compteur	0,6700	7 - autres (préciser)	du mètre cube
Compensation pour la fourniture de l'eau	80,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Piscine creusée
Compensation pour la fourniture de l'eau	57,0000	4 - tarif fixe (compensation)	Piscine hors terre

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	5 634 663	470 233		184 511	3 622 263	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	174 950					
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 809 613	470 233		184 511	3 622 263	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	37 010 402			46 922 072
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	88 544			88 544
Autres	5	93 840			268 790
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	37 192 786			47 279 406

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	_____	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	_____	\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	58 875 213	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	5 129 109	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	2 385 059	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	850 000	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Martine Savard, atteste que le rapport financier de Ville de Saint-Lambert pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 19 avril 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Lambert.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Lambert consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Lambert détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-03-19 08:13:28

Date de transmission au Ministère :